

## Grèce : vers une reterritorialisation de la diaspora pastorale

Goussios D.

*in*

Lerin F. (ed.).

Pastoralisme méditerranéen : patrimoine culturel et paysager et développement durable

Montpellier : CIHEAM / AVECC / UNESCO

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 93

2010

pages 155-171

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=801273>

To cite this article / Pour citer cet article

Goussios D. **Grèce : vers une reterritorialisation de la diaspora pastorale.** In : Lerin F. (ed.). *Pastoralisme méditerranéen : patrimoine culturel et paysager et développement durable.* Montpellier : CIHEAM / AVECC / UNESCO, 2010. p. 155-171 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 93)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# Grèce : Vers une reterritorialisation de la diaspora pastorale

Dimitris Goussios <sup>1</sup>

Université de Thessalie - Grèce

---

**Résumé.** En Grèce, la question de représentation et de valorisation des espaces pastoraux doit être abordée dans un cadre particulier, caractérisé par la présence active des communautés d'origine pastorale. Les fondements de cohésion et d'organisation de ces sociétés d'origine pastorale, qui sont liés à leurs valeurs pastorales, montrent qu'elles ont les caractéristiques d'une diaspora. Cette diaspora se distingue de celle nationale par le fait qu'elle substitue son territoire à l'Etat, et l'histoire et la culture de son territoire aux vertus de la nation. C'est dans ce cadre de réflexion que l'approche de son mouvement de reterritorialisation révèle son passage de la patrimonialisation de son territoire à la territorialisation de son patrimoine.

Notre objectif est de montrer que, dans un processus de construction territoriale, le rôle de la diaspora est décisif du fait qu'elle a fondé ses liens de cohésion et d'appartenance sur ceux qui rendent possible les fortes correspondances entre territoire et patrimoine, c'est-à-dire leur double nature matérielle et idéelle. Ce mouvement de reterritorialisation conduit à l'émergence d'une nouvelle forme d'occupation de l'espace et de ruralité dans ces zones pastorales. Ce phénomène semble pouvoir répondre à la grande question que posent les politiques d'aménagement rural sur le devenir de ce patrimoine d'habitat montagnard.

**Mots-clés :** Diaspora - territorialisation - pastoralisme - ruralité - patrimoine

## **Greece: Towards a reterritorialization of the Pastoral Diaspora**

**Abstract:** *In Greece, the question of representation and valorization of pastoral areas should be replaced in its particular context, characterized by the active presence of the communities of pastoral origin. The basis of the cohesion and organization of the societies of pastoral origin—related to their pastoral values—show that they have the characteristics of a diaspora. It differs from the national diaspora by substituting its territory for the State and the history and culture of its territory for the virtues of the nation. In this framework, the approach of the re-territorialisation movement of the pastoral diaspora reveals a transition from a “heritagisation” of its territory to the territorialisation of its heritage.*

*The goal is to demonstrate that the role of the Diaspora is crucial in a process of territorial construction because its cohesion and membership links are based on those who make possible strong connections between territory and wealth as regards the duality of material things and ideals. This re-territorialisation movement led to the emergence of new forms of land use and rurality in these pastoral areas. This phenomenon seems to answer the great question posed by rural development policies about the future of this heritage of mountain habitat.*

**Keywords:** *Diaspora - territorialisation - pastoralism - rurality - heritage*

---

## **Introduction**

Les dynamiques de territorialisation et la multiplication des fonctions qui émergent dans l'espace rural ouvrent de nouvelles perspectives pour les zones pastorales (Campagne 2009). Le pastoralisme, système de production et mode de vie dévalorisés notamment après les années 1950, revient sur la scène, réhabilité par l'intérêt que les sociétés portent de nouveau sur ses systèmes de gestion, ses produits et son patrimoine. En même temps, ses valeurs et ses construits deviennent supports et éléments constitutifs du phénomène d'émergence de nouvelles territorialités dans l'espace rural. Ce phénomène est déterminé par des politiques de plus en plus territorialisées, agencées par l'action publique territoriale (Béhar, 1999), ainsi que par des nouveaux principes que ces politiques et la planification adoptent telles que la solidarité spatiale, la

participation, la cohésion sociale et territoriale. Il s'agit bien d'un processus de construction politique dans lequel le monde et l'espace pastoral sont invités à participer activement. Mais, si la capacité pour y répondre est directement liée au capital social et humain, les zones pastorales souffrent du manque de ressources humaines et d'acteurs à la suite d'un long processus d'exode.

Or, en Grèce, la question de représentation et de valorisation des espaces pastoraux doit être abordée dans un cadre particulier, caractérisé par la présence active des communautés d'origine pastorale. Celles-ci, en maintenant des liens spatio-sociaux et patrimoniaux avec leurs lieux d'origine, expriment leur vocation à participer, par leur organisation et leurs activités, à ce processus de territorialisation qui touche aussi ces lieux. Certes, il s'agit d'un phénomène associé au mouvement plus général vers le rural des sociétés urbaines dont ces communautés font partie. Mais, il reflète aussi la forme innovante avec laquelle ces communautés organisent leur vie entre l'espace urbain et l'espace rural. Elles se servent pour ce faire de la grande expérience héritée des sociétés pastorales qui, pour organiser leur mode de vie, se sont appuyées sur la complémentarité (montagne-plaine) des espaces et de leurs ressources. Ce mouvement ne doit-il pas, en fin de compte, être considéré comme étant intégré au mouvement plus vaste d'occupation et d'utilisation de l'espace par ses sociétés et leurs descendants ? Vouloir appréhender le mouvement de reterritorialisation de cette « diaspora pastorale » ne revient-il pas, dans une certaine mesure, à pouvoir anticiper les formes du processus de réintégration de l'espace pastoral, en vue de mieux le soutenir ?

A ce jour, ni les approches scientifiques, ni les politiques, n'ont encore appréhendé ni intégré ce mouvement de retour de ces communautés émigrées. Les analyses se limitent aux impacts visibles du déclin de l'activité pastorale et de l'exode des populations pastorales, en insistant surtout sur leurs conséquences environnementales. Les réponses quant au devenir des espaces pastoraux quasi-désertifiés sont limitées à des interventions ponctuelles (protection du patrimoine naturel et culturel, infrastructures hôtelières, routières, etc.). L'idée dominante est que ces espaces doivent constituer des enclaves, gérées sous l'égide de l'Etat avec comme objectif prioritaire et souvent exclusif la protection de l'environnement.

Ainsi, on a souvent sous-estimé, dans le cas de la Grèce, le rôle et le potentiel de cette masse importante de populations d'origine pastorale dans l'évolution et l'usage des espaces pastoraux. Pourtant, leur mouvement de reterritorialisation, reflétant une capacité de mobilisation des ressources locales et un dynamisme innovant, doit s'intégrer dans une approche prospective de l'avenir des zones pastorales. Une telle approche ne doit pas se limiter aux effets des tendances lourdes dont les plus importantes sont la désertification de ces zones et la concurrence mondiale. Elle devrait tenir compte également des signaux faibles, provenant des nouvelles territorialités qui reflètent la rencontre plus directe entre ruraux et urbains, qui prospectent vers l'émergence de nouvelles formes d'habitat et de vie dans ces zones. Pour ce faire, il faut s'interroger aussi sur la pertinence d'outils conceptuels tels que les notions de population et d'habitat permanents, de multi-appartenance ou encore de « citoyenneté » culturelle et territoriale.

En premier lieu, nous aborderons les fondements de cohésion et d'organisation de ces sociétés d'origine pastorale pour montrer qu'elles ont les caractéristiques d'une diaspora. Notre problématique consiste à démontrer que cette diaspora est pastorale et territoriale et qu'elle se distingue de la nationale par le fait qu'elle substitue son territoire à l'Etat, et l'histoire et la culture de son territoire aux vertus de la nation. C'est dans ce cadre de réflexion qu'on abordera par la suite le mouvement de reterritorialisation de la diaspora pastorale par le passage de la patrimonialisation de son territoire à la territorialisation de son patrimoine (Gravari, 1996). Notre objectif est de montrer que dans un processus de construction territoriale, le rôle de la diaspora est décisif du fait qu'elle a fondé ses liens de cohésion et d'appartenance sur la double nature matérielle et idéale du territoire et de son patrimoine (Di Meo, 1994). C'est ce qui permet à la diaspora de devenir un acteur clé dans le processus de territorialisation du patrimoine (Landel, 2009).

## I – Les communautés d'origine pastorale

### 1. L'importance et le déclin du pastoralisme en Grèce

L'importance en nombre et en membres des communautés d'origine pastorale en Grèce est proportionnelle à celle du poids du pastoralisme. La Grèce constitue un des pays européens et méditerranéens où le pastoralisme et le nomadisme furent très importants jusqu'à assez récemment (1960-65) par leurs populations, leurs troupeaux et l'espace utilisés, très importants. Historiquement, le poids du pastoralisme reflète l'importance de la montagne grecque, refuge des sociétés des plaines et des littorales, caractérisée par la grande densité de ses villages et de son peuplement, dans le massif du Pinde notamment.

Suivant de façon générale le même processus de marginalisation qu'en Europe du sud, le pastoralisme en Grèce est marqué par quatre événements-étapes survenus au cours du 20<sup>ème</sup> siècle :

- a) l'apparition des nouveaux Etats-nations dans les Balkans tout au long de la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> et du début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec les changements de frontières qui ont rétréci l'étendue des déplacements et la taille des troupeaux,
- b) la réforme agraire radicale de 1925 qui a mis fin à l'étroite complémentarité entre le système de production agricole des plaines et celui de l'élevage nomade et transhumant,
- c) les effets de dix années de guerres (résistance 1941-44 et guerre civile 1945-49) et notamment la destruction de l'ensemble des gros villages de montagne par les occupants,
- d) l'adoption du système agricole intensif au lendemain de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Depuis les années 1970-90, les espaces pastoraux sont en cours de désertification. Dans la grande majorité des villages, la population permanente se limite à un petit nombre de personnes âgées. En ce qui concerne l'élevage ovin caprin, il semble que le nombre de troupeaux et d'exploitations à fortement diminué. Cependant on peut encore voir, autour du 22 avril, fête de la Saint-Georges et date traditionnelle du départ vers les estives, le déplacement par camion des troupeaux vers les pâturages de montagnes. Les éleveurs jouent encore un rôle important dans le maintien des liens avec ceux qui sont émigrés. Environ un demi-siècle après l'exode massif et la sédentarisation des pasteurs dans les villages de semi-montagne (anciens lieux d'hivernage) et/ou leur installation en ville, le maintien de ces liens étroits constitue un élément important pour l'avenir de ces zones.

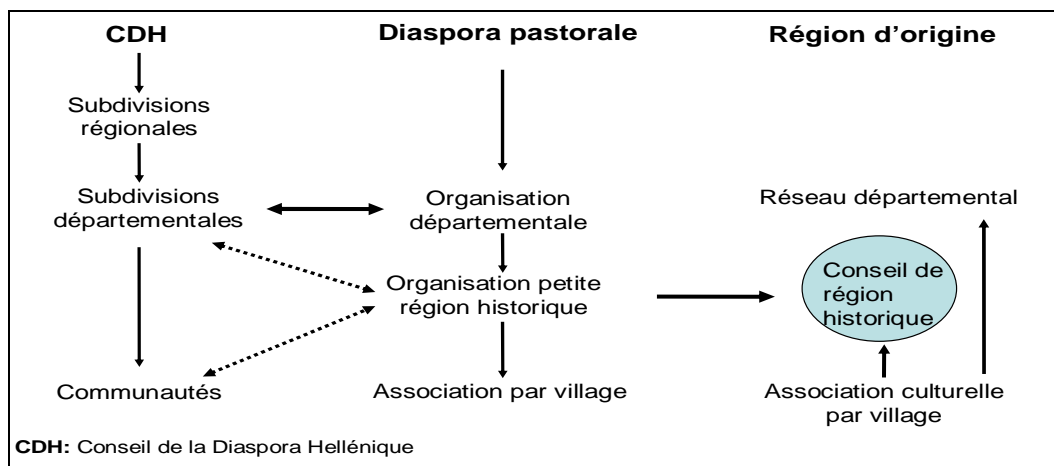
Le monde pastoral a laissé une empreinte patrimoniale assez importante, notamment en Grèce septentrionale. Le patrimoine naturel et culturel comprend des paysages et des sites d'une beauté remarquable, des villages avec une architecture locale qui montre l'utilisation admirable de la pierre comme matériau de construction. Enfin, de grands rassemblements de pasteurs et de communautés d'originaires continuent d'avoir lieu chaque année, notamment pendant les fêtes de Pâques et de l'été.

### 2. Les fondements de la cohésion et de l'organisation des sociétés d'origine pastorale.

Ce qui peut expliquer le maintien de la cohésion des sociétés d'origine pastorales, leurs liens avec les lieux d'origine, leur dynamisme organisationnel et leur ouverture au monde extérieur<sup>2</sup>, c'est surtout leur coappartenance à deux types de communautés (Fig 1). La première est la communauté pastorale dont les associations sont les représentantes légitimes, héritières des capacités organisationnelles historiquement acquises par le monde pastoral. Leurs membres sont porteurs des valeurs socio-culturelles qui favorisent la construction de différents types de proximités (d'appartenance, organisationnelle). La seconde est celle de la diaspora nationale caractérisée par une forte organisation qui se subdivise même en cellules régionales voire

subrégionales<sup>3</sup>. Cette diaspora, par son histoire, son organisation en communautés et son investissement traditionnel dans les actions de bienfaisance en faveur de ses lieux d'origine, constitue un véritable cadre de référence et d'action même pour les populations migrées à l'intérieur du territoire grec. Ces deux communautés auxquelles appartiennent ces populations se réfèrent aux mêmes valeurs de réciprocité, de solidarité, de bienfaisance et de donation en faveur de leurs lieux d'origine.

Fig 1. Organisation de la Diaspora nationale et pastorale



Pour atteindre ce degré élevé d'organisation institutionnelle, la communauté d'origine pastorale s'est appuyée sur une longue tradition d'organisation et de fonctionnement administratif autonome de la communauté rurale, notamment durant l'Empire ottoman. Des formes d'organisation socio-économique telles que le *Tselingato* et la *Demogeronteia* en sont l'expression et survécurent jusqu'au lendemain de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Le *Tselingato* était une forme d'organisation des sociétés de pasteurs nomades. Groupement de 25 à 30 familles unies par des liens de parenté qui constituaient le fondement de cette organisation, il fonctionnait aussi comme une coopérative économique. Le dirigeant était élu par les chefs des familles, avec possibilité de destitution. Des « arbitres » étaient désignés pour les conflits internes et le bon fonctionnement du système de *Tselingato*. Quant à la *Demogeronteia*, elle correspondait à un comité des anciens dont le rôle était de veiller au bon fonctionnement et au respect des règlements, des conventions sociales et des relations externes du village des pasteurs transhumants.

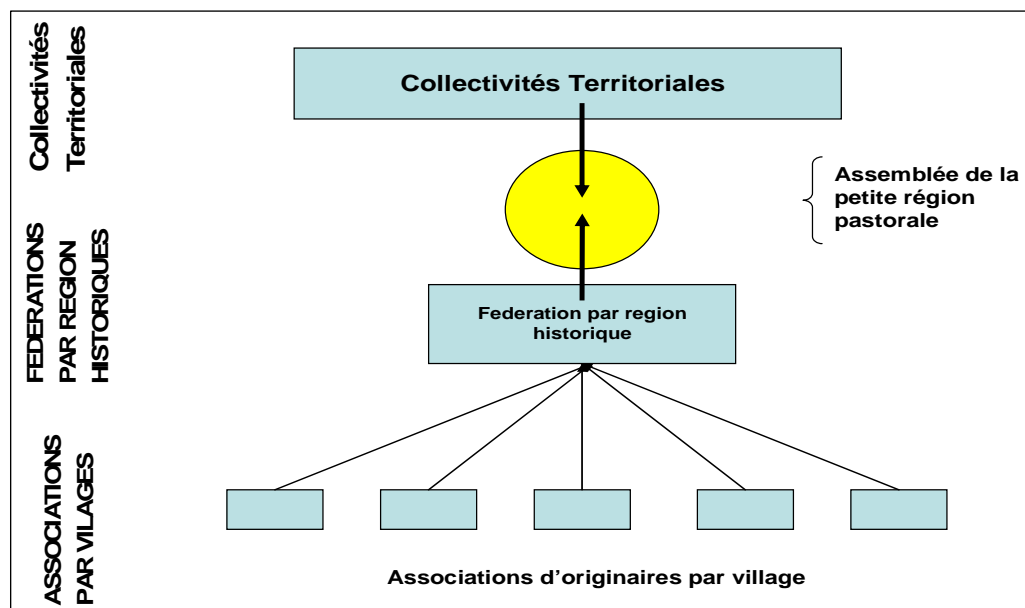
A côté de cette tradition, il faut signaler aussi celle de la spécialisation du monde pastoral dans les domaines du transport des marchandises entre montagne et plaine<sup>4</sup>, de l'artisanat de produits d'élevage, du bois et de la construction. Comme Michel Sivignon (1975) l'a montré, les activités liées à ces spécialisations étaient aux mains d'entrepreneurs d'origine pastorale dans les villes, fait qui a d'une part, fortement caractérisé la coopération et la solidarité des sociétés pastorales même après leur exode massif (1955-1970), et d'autre part, constitué un facteur décisif pour l'accueil, l'emploi, et l'organisation des communautés d'origine pastorale en ville, sous la forme d'associations.

#### **A. Objectifs et activités des sociétés d'origine pastorale : entre la ville et le village d'origine**

Les populations pastorales disposaient donc, au moment de leur exode, d'une forte tradition dans l'organisation collective concernant les aspects sociaux et économiques de leur mode de vie, qu'elles ont su adapter et utiliser dans leur nouveau cadre de vie. Une fois installées en ville, ces

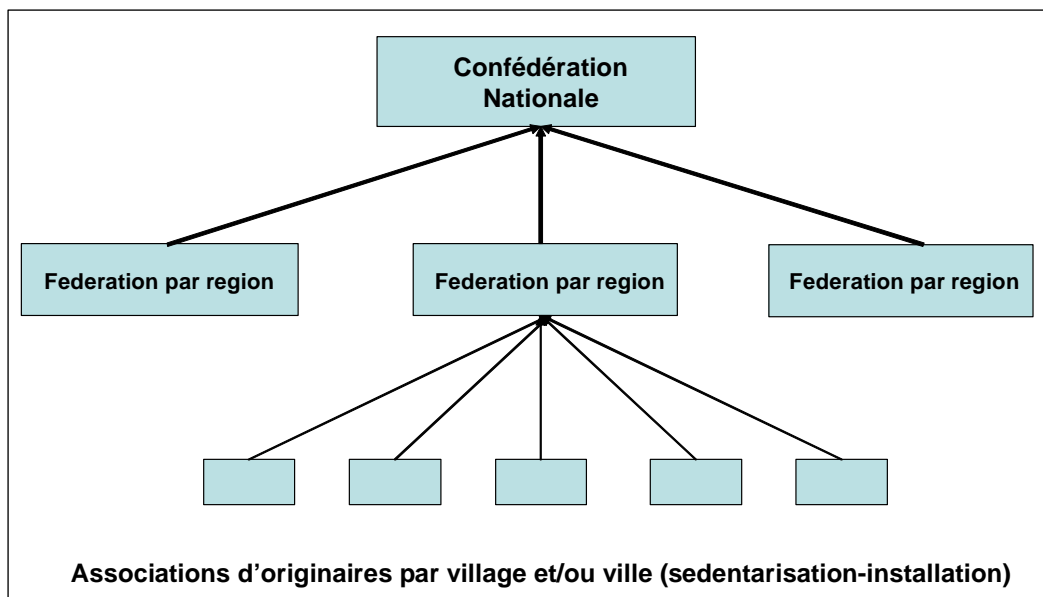
communautés d'origine pastorale se sont organisées sur la base de leurs origines et de leurs valeurs pastorales. De nouvelles formes institutionnelles et organisationnelles ont été constituées. Aujourd'hui, on recense des milliers d'associations dans chaque ville - où il y a une communauté d'originaires. Elles sont structurées suivant le village d'origine, puis regroupées en fédérations d'associations se référant à l'échelle des petites régions historiques (équivalent des pays français), du département et de la région (Fig 2). Il y a même des confédérations au niveau national dans le cas des associations représentant des populations d'origine nomade (Sarakatsanes et Valaques-[Fig 3]). Cette organisation leur a permis de mettre en œuvre de multiples actions pour pouvoir répondre à leurs propres et nouveaux objectifs comme le maintien du lien avec le village et la petite région d'origine, le renforcement de la cohésion de ces communautés et la protection, la transmission et même la culture pastorale.

**Fig 2. Organisation de la Diaspora des petites régions historiques par association (village d'origine), fédération (petite région) et avec les collectivités territoriales**



Certes, le fait que l'exode rural se soit produit relativement tard (1955 – 1970) explique en grande partie le caractère vif de l'identité pastorale, son influence sur les comportements socio-culturels, et la cohésion de ces communautés d'origine pastorale dont les membres sont des citoyens urbains. Il explique aussi le fait qu'aujourd'hui vivent encore en symbiose, dans le cadre familial, la génération du grand père pasteur, celle du père installé qui a grandi en ville et celle des enfants nés en ville. Dans ce cadre, un grand nombre de familles sédentarisées, ainsi que leurs communautés, organisent et pratiquent constamment la réutilisation du temps et des espaces propres à l'organisation de la vie et des activités pastorales. Ceci devient possible par l'organisation de leur mode de vie urbain de façon à pouvoir y intégrer la pratique de leur culture et les visites à leur village d'origine, considéré aussi comme lieu de détente et de divertissement.

Fig 3. Organisation de la diaspora des originaires des pasteurs nomades par association, fédération (région) et confédération (nationale)



Les moyens mobilisés et les pratiques d'actions adoptées par les communautés d'originaires sont multiples et expriment la densification de leurs liens avec leur lieu d'origine.

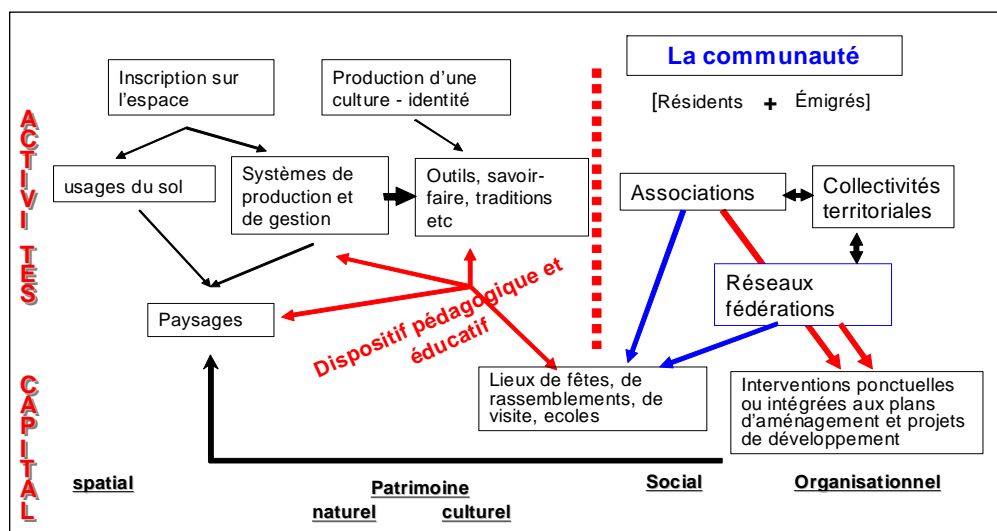
#### a) Moyens et pratiques

- ✓ Associations en Grèce et à l'étranger siégeant au lieu d'installation et/ou au lieu de départ mais oeuvrant les deux pour maintenir les liens entre émigrés et lieu d'origine),
- ✓ organisation de manifestations et d'activités multiples à la fois en ville et au village d'origine (rassemblements, éditions, fêtes, colloques etc.),
- ✓ éditions de journaux (souvent trimestriels) distribués aux membres des communautés,
- ✓ création d'écoles et de musées portant sur la culture pastorale,
- ✓ séjour régulier au village pendant les grands week-ends, les fêtes et les vacances,
- ✓ mouvements saisonniers des retraités entre ville de résidence et village d'origine aux dates auxquelles avaient lieu le départ et le retour des pasteurs (avril- octobre)
  - départ des grands-parents retraités au village de montagne fin avril (date de départ des nomades à la montagne)
  - arrivée au village de leurs petits enfants après la fermeture des écoles
  - arrivée de l'ensemble de la diaspora pour participer aux grandes fêtes traditionnelles (pastorales) d'été (entre le 15 juillet et le 20 août), de Pâques et de Noël.

#### b) Lieux et manifestations symboliques

Dans le cadre d'actions menées aussi bien par la famille que par les associations, le choix et l'utilisation des lieux de grande valeur symbolique et identitaire, jouent un rôle multiple pour la reproduction des liens entre leurs membres, l'initiation des enfants à l'identité pastorale et l'attraction des rassemblements mnémoniques et des fêtes (Fig 4).

Fig. 4 Une capacité organisationnelle pour la transmission de la culture pastorale



Ces lieux peuvent être :

- de petites villes pastorales qui ont réussi à se développer en valorisant l'activité et le patrimoine pastoral. Parmi les plus importantes on peut citer : le cas de Metsovo, petite ville située au nord du Pinde (1 200 m d'altitude, 4 000 habitants). Centre symbolique de l'identité et de la culture pastorale, il est devenu le lieu de «pèlerinage» le plus important pour les originaires des montagnes (Goussios, 1997). C'est le cas également de Livadi, petite ville située aux pieds du mont Olympe (1 200 m d'altitude, 3 000 habitants), ou encore de Nymféo, ancien gros village situé au nord-ouest de la Grèce, quasi abandonné et rénové complètement par ses originaires et ses donateurs ;
- le musée, comme lieu symbolisant la culture pastorale, intégré au processus pédagogique d'initiation des enfants à cette culture et à l'identité pastorale. Presque chaque association d'originaires a œuvré pour la collecte des éléments constitutifs de la culture traditionnelle pastorale de leur village et pour la construction d'un Musée, soit au siège leur association, soit dans leur village d'origine ;
- les beaux paysages de pâturages situés dans les anciens hivernages des pasteurs, où ont lieu chaque année les grands rassemblements locaux, régionaux et nationaux des associations, fédérations et confédérations (Fig 5).

#### c] L'« école » des communautés d'origine pastorale

L'« école » est créée et fonctionne dans chaque ville où existent des communautés et des associations d'originaires. Elle est sous la tutelle de l'association qui finance l'emploi d'un ou de plusieurs instituteurs en fonction du nombre d'enfants. Son objectif principal est d'initier les jeunes de la diaspora aux traditions et à la culture pastorales. Lors du séjour des enfants en été au village d'origine, l'école intègre également des activités complémentaires visant à la révélation du patrimoine naturel et culturel (visite des élèves sur les hauts pâturages et des anciens «cabanons», initiation aux danses,...), avec l'accompagnement des anciens du village.



## **B. Le bilan**

L'ensemble de ces moyens et actions mobilisées par les communautés ont des effets positifs sur la cohésion et le dynamisme de la communauté : les fêtes de rassemblements constituent un grand moment de retrouvailles, de connaissance et d'échanges d'informations ; elles constituent une occasion de sceller des accords de coopération, mais également de reconnaître les donateurs et de confirmer la cohésion socio-culturelle de la communauté. Le rôle des associations explique aussi l'implication des jeunes membres de la diaspora, même de troisième génération, dans la sauvegarde du patrimoine pastoral : ils deviennent des acteurs mobilisés, inspirés du mouvement environnementaliste forgé en ville dont ils sont citoyens, pour la protection d'un patrimoine dont l'usage et la valeur ont été transmis par la famille et l'association<sup>5</sup>. Les associations interviennent aussi dans la sphère politique et administrative pour revendiquer la construction des routes, la protection du patrimoine naturel et culturel. Les zones de montagnes les plus éloignées des centres disposent aujourd'hui d'un des réseaux routiers de montagnes les plus denses en Europe, desservant des milliers de villages.

**Fig.5. Grand rassemblement de la Confédération des Sarakatsanes (nomades) aux estives de Pertouli (Pinde Oriental)**



Ce processus historique d'évolution socio-économique du monde pastoral, qui a abouti à un exode et à un changement radical de son mode de vie, n'amène donc ni à l'abandon des villages d'origine, ni à l'affaiblissement de la cohésion socio-culturelle de ses populations. Au contraire, les actions réalisées en faveur de leurs villages d'origine, la fréquentation ininterrompue de ceux-ci et

le maintien d'un fort sentiment d'appartenance et d'appropriation -souvent symbolique chez les jeunes- ont finalement facilité la généralisation d'un mouvement de retour (saisonnier) des originaires dès les années 1990.

### 3. La diaspora d'origine pastorale

Cet aperçu de l'organisation et des activités des communautés d'origine pastorale nous montre bien qu'il s'agit d'un monde qui présente les caractéristiques d'une « diaspora » en ce sens qu'il est organisé et mobilisé sur la base des valeurs socio-culturelles liées à une identité et à un lieu voire à un territoire historique d'appartenance. Mais c'est une diaspora qui se distingue de la diaspora nationale, bien qu'elle en fasse partie.

*Encadré N°1 : le terme de diaspora tend à s'appliquer à toute dissémination mais dans le cas des groupements de population il faut retenir comme dénominateur commun le fait qu'ils restent organisés et maintiennent des relations entre elles, même intercontinentales et avec leur lieu d'origine. La définition adoptée est basée sur celle de Michel Bruneau (2004) qui insiste davantage sur la dispersion dans des pays différents pour des raisons ayant à faire avec une supériorité des conditions de vie et de travail du lieu d'accueil par rapport à celui du départ.*

Comme le fait la diaspora nationale, ces communautés d'origine pastorale adoptent deux rôles : la défense de la communauté et celle du village d'origine. A la différence près que la proximité géographique permet aux membres de ces communautés d'être physiquement présents plus fréquemment dans le village. Ainsi le lien entre communauté et lieu d'appartenance, essentiel pour la pérennité des communautés en diaspora, se caractérise par une dimension et une pratique spatiale, il devient donc tangible. Il s'établit à partir de différents types d'ancrages (maison familiale, excursions, fêtes, rassemblements mnémoniques, réunions de concertation etc.) au lieu d'origine, et se développe au travers de nombreux réseaux de coopération et d'activités. Tant les liens maintenus que l'œuvre de cette diaspora sont imprégnés de valeurs qui relèvent de la grande tradition de l'émigration grecque. Elles s'incarnent dans les relations entre la communauté d'émigrés et le village d'origine, et plus particulièrement la reconnaissance des personnes oeuvrant pour le bien de la communauté et la tradition de la bienfaisance (évergètes) au travers d'actions qui visent à renforcer le rôle du village dans la reproduction de la communauté. Leurs objectifs prioritaires visent à assurer le soin des personnes âgées, l'éducation des enfants<sup>6</sup> et, ces toutes dernières décennies, la protection du patrimoine culturel et naturel. Le village et la petite région historique constituent alors plus qu'un symbole de référence, ils deviennent lieu de re-intégration spatiale, puis territoriale des communautés d'originaires.

Or, au même titre que la diaspora nationale renforce sa cohésion en s'appuyant sur les vertus de la nation, les communautés d'origine pastorale le font en se référant à l'identité spécifique de leur territoire d'appartenance. Cette spécification ne se limite plus à l'histoire, à la société et à la culture d'hier, elle s'appuie de plus en plus sur les aspects paysagers, résidentiels et les ressources territoriales. Ces communautés se réfèrent donc à un territoire plus pragmatique qu'imaginaire et fantasmé.

Dans le cadre de cette évolution, l'exode aidant, les communautés en diaspora à l'intérieur de la Grèce, constituent de plus en plus, le représentant le plus important du village d'origine. Cette position se renforce également, par le fait que plus les réformes administratives agrandissent l'unité administrative élémentaire en cherchant l'efficacité au dépend de la participation, plus le rôle de la communauté d'originaires devient important dans la représentation de leurs villages. Ceci contribue au renforcement de leurs liens avec les communautés de l'étranger.

Nous nous permettons donc d'utiliser ici le terme de « diaspora pastorale » pour désigner des communautés rurales migrées, installées en ville et/ou dans les plaines et organisées, dont l'élément de cohésion est leur région d'appartenance avec laquelle elles maintiennent des liens forts.

## II – Le mouvement de reterritorialisation de la diaspora pastorale

Au cours des deux dernières décennies, cette diaspora pastorale est confrontée à des changements qui concernent aussi bien les comportements des consommateurs urbains (donc ses membres citoyens urbains) que le rapport Etat/local (donc ses lieux d'origine). D'une part il s'agit du retour au rural et de la recherche de la qualité et, d'autre part, de la décentralisation et de la territorialisation de l'action publique où l'on considère le territoire rural non plus comme objet mais comme sujet de développement territorial (Lardon, 2001).

Dans ce nouveau contexte, la diaspora prend conscience que le rural - auquel appartient son lieu d'origine - n'est plus seulement une idée mais devient un bien. Elle réalise aussi que les enjeux territoriaux sont déterminés de plus en plus par le fait que ce bien circule, et qu'il est intégré comme une valeur à la propriété (dont les originaires sont les détenteurs), au patrimoine (dont les originaires sont les usagers) mais aussi au produit vendu, véhiculé et acheté<sup>7</sup>.

### 1. Le patrimoine pastoral : de l'objet symbolique et protégé à la ressource territoriale

Cette nouvelle perception du rural donne une autre dimension à la question de la protection et de la mise en valeur du patrimoine pastoral. Elle se reflète déjà dans les usages des construits matériels et immatériels de l'héritage pastoral par les communautés d'origine pastorale. Ces usages tendent à dépasser la seule fonction symbolique qu'ils ont eue dans la reproduction du lien originaire-village pastoral : dorénavant, ils s'intègrent bien aux nouvelles fonctions de l'espace rural, répondant ainsi aux besoins de ces urbains d'origine pastorale (nature, qualité alimentaire, fêtes, visites et séjour plus fréquents, etc.). La diaspora s'implique dans le développement territorial en choisissant parmi les objets patrimoniaux qui ont changé de fonction, voire même de nature, ceux dont elle peut récupérer la forme (maison, rassemblements) pour leur donner de nouvelles fonctions bien ancrées dans le présent. Il s'agit en réalité de la mobilisation de la diaspora pastorale dans un processus d'action collective de transformation du patrimoine en ressource territoriale (Requier, 2009).

#### *Encadré N°2 : Phase A' : la patrimonialisation du territoire*

*Depuis son exode, tout en idéalisant son territoire, la diaspora s'occupe de la protection de son patrimoine matériel immatériel et elle intègre les deux dans une pédagogie visant à re-insérer les jeunes dans la culture et l'identité pastorale. La diaspora, en conservant ce patrimoine, a donc su l'utiliser avant tout comme objet de nature matérielle et idéale tant pour renforcer sa cohésion interne que pour assurer sa reproduction à un niveau extraterritorial (dans la ville qui est son lieu de résidence permanente). Par son organisation et par ses actions, elle renforce donc le caractère collectif du patrimoine et sa dimension culturelle et sociale (Babelon 1995). L'usage du patrimoine par la diaspora, à des fins socio-culturelles (et pédagogiques), est basé sur les valeurs reconnues au patrimoine (cognitive, culturelle, esthétique, etc.). Ce rapport de la diaspora avec son patrimoine confirme la position du « groupe de Reims » qui considère le patrimoine non plus comme une collection d'objets mais comme un rapport social et comme une institution. Il s'agit bien d'une appropriation collective par la diaspora qui devient le groupe patrimonial par excellence (Vivien, 2005).*

Ces nouveaux usages permettent le renforcement du mouvement d'ancrage spatial de la diaspora dans le présent à son lieu d'origine, ainsi que de ses rapports étroits et particuliers avec son patrimoine. La diaspora, détentrice et/ou usagère du capital spatial et du capital patrimonial, les intègre dans une stratégie à la fois communautaire et familiale, résidentielle et/ou économique. Elle est pour cela favorisée par le fait que l'approche du patrimoine a tendance à ne plus se limiter à l'objet (traité généralement comme un patrimoine-identité nationale) mais à s'étendre aussi au sujet (les différents groupes présents sur le territoire national, pour lesquels le patrimoine est investi de sens multiples et différents (Gravari, 1996)). De même, elle a été fortement incitée, par la volonté politique renforcée, à la pérennisation des biens collectifs. Des politiques spécifiques

existent et encouragent en effet chaque communauté à valoriser son patrimoine. Les collectivités territoriales reconnaissent à la diaspora un double rôle à la fois d'animateur et de gestionnaire du patrimoine.

En réalité, la diaspora passe de la patrimonialisation de son territoire (phase A' correspondant à la consolidation de la diaspora en tant que communauté migrée en ville et la sauvegarde du patrimoine - voir encadré N°2) à la territorialisation du patrimoine (« phase B », démarche qui vise à intégrer ce dernier dans un processus de spécification de leur territoire, ce qui nécessite une vision et un projet mais aussi des structures d'accompagnement et de coordination).

Ainsi, ayant conservé jusqu'aux années 1990 des liens plutôt socio-culturels avec ses lieux d'appartenance, la Diaspora pastorale revient donc sur son lieu d'origine, par un mouvement qu'on peut qualifier de reterritorialisation. Elle réapparaît avec des objectifs plus territoriaux et d'une manière plus opérationnelle : en tant que résidant à mi-temps, par sa réinsertion «matérielle et physique» au territoire (habitat, présence plus régulière etc) d'une part, et en tant qu'acteur remobilisé dans la gestion et la mise en valeur de l'espace pastoral, d'autre part. C'est ce qui traduit un changement de ses rapports spatio-temporels avec son territoire d'appartenance. Cette réapparition est aussi facilitée par sa capacité à mieux articuler les formes de proximité géographique et organisée. Le rapprochement de ces deux formes explique mieux d'ailleurs l'émergence des dynamiques locales dans les zones pastorales.

La question qui se pose est celle des limites des objectifs de cette territorialisation du patrimoine ; la recherche d'une demande élargie permettrait l'émergence des dynamiques locales, mais en même temps risque de transformer les conditions dans lesquelles la Diaspora a pu maîtriser ses rapports avec son territoire. Cela favoriserait l'intervention d'entrepreneurs extérieurs, en remettant en cause la durabilité et la spécificité de la patrimonialisation. Ce qui conduirait à une relative banalisation de l'image territoriale et à une appropriation du territoire par des personnes exogènes (Bruno, 2006).

## **2. Nouvelles légitimités d'intégration aux démarches du projet territorial**

L'œuvre des communautés d'origine pastorale, de dimension culturelle, s'est faite depuis l'exode, en marge de l'action publique, à une période où le culturel était considéré comme un frein au développement et la montagne un espace sans avenir. Mais aujourd'hui, la diaspora entreprend l'élargissement de son champ d'intervention au moment où identité et culture sont de plus en plus acceptées comme des facteurs décisifs pour le développement local et territorial (Bruno, 2006). Mobilisée dans ce nouveau processus de transformation du patrimoine en ressource territoriale, la diaspora agit à la fois sur les deux dimensions du territoire, économique et morale, par ses valeurs, son capital et sa situation bipolaire (héritière, détentrice et/ou usager de ce patrimoine d'une part, urbaine, acteur économique et/ou consommateur d'autre part).

Exprimant sa vocation à valoriser son patrimoine, elle revendique aussi sa légitimité d'intervenir à son propos. Or, la question de la légitimation des interventions et des actions menées par la diaspora se pose sur deux plans : statutaire et civique d'une part, opérationnel d'autre part. Dans le premier cas, la diaspora ne rencontre pas de problème puisque les associations et leurs membres sont restés les principaux détenteurs de la propriété (maisons, terrains, meubles, etc.) et de l'usage des construits identitaires du monde pastoral. Parallèlement, le droit civique offre à ces membres la possibilité de conserver leurs droits de vote dans la commune d'origine<sup>8</sup>. Le second cas (opérationnel) apparaît lorsque la mise en valeur du patrimoine pastoral doit passer par les procédures d'élaboration des projets de développement, dans le cadre des orientations stratégiques régionales et locales, pour obtenir un financement. Certes, la diaspora peut toujours choisir entre projets financés par les politiques ou par les donateurs de la diaspora - ce qui lui assure une certaine flexibilité de choix et d'effectivité dans ces actions. Mais pour intervenir, la diaspora doit surmonter certains obstacles d'ordre juridique et institutionnel. Par exemple, la propriété collective du patrimoine (paysages sur des terres collectives, musique, danses, outils, ponts, etc.), facilite l'intervention de la diaspora. Par contre, comme elle n'est que le responsable et non le propriétaire reconnu des biens collectifs, ceci crée des difficultés quant à la prise de

décisions en matière de protection, de gestion et de mise en valeur. Ce qui l'incite à coopérer avec les collectivités territoriales.

Toutefois, les interventions opérationnelles de la diaspora se déploient dans un contexte politique et administratif favorable à son intégration institutionnelle. Ce contexte est déterminé par la rencontre des réformes administratives et des nouvelles politiques (notamment de type Leader<sup>9</sup>) sur les petites régions d'appartenance du monde d'origine pastorale.

La diaspora voit donc de fait sa légitimité d'intervention se renforcer. Ses actions sont caractérisées et facilitées par le fait que :

- Les limites des nouveaux découpages tendent à s'identifier à celles des petites régions historiques. C'est ce qui renforce l'unité et la fonction politique de ces territoires historiques mais aussi la coopération entre les associations d'originaires;
- Les politiques adoptent des principes qui favorisent la participation et qui aident les zones pastorales (solidarité spatiale - aides compensatoires) au plan tant économique que politique ;
- L'action publique territoriale devient lieu de concertation et de rassemblement de toutes les politiques de développement.

Il est certain que la construction de l'action publique territoriale ainsi que l'adoption du principe de participation ouvrent de nouvelles possibilités de légitimation pour l'intervention de la diaspora : participation de ses associations dans les procédures d'élaboration des schémas d'aménagement et de développement régionaux et départementaux ; invitation à participer aux diagnostics et à l'élaboration de projets territoriaux sur la base du principe de participation des acteurs locaux. (Goussios 2004) Ensuite, il faut bien mentionner la participation de cette même diaspora dans des nouvelles formes de partenariat et de gouvernance locale qui se construisent dans le cadre des programmes de type Leader ou d'initiatives ascendantes (Union d'acteurs de la petite région historique d'Argithea au sein de laquelle cohabitent l'ensemble des associations d'originaires, les collectivités territoriales et le monde associatif local). On observe que souvent, la diaspora devient l'acteur clé dans sa coopération étroite avec ceux qui résident au village, c'est-à-dire les familles d'éleveurs et les pluriactifs (entrepreneurs).

Dans ce nouveau cadre d'action, la Diaspora, qui opère une extension de ses objectifs vers la sphère économique, est soutenue voire même récupérée par les structures de développement et les mécanismes d'appui locaux. Ainsi, d'une part elle participe -même indirectement- à la construction de l'action publique territoriale et, d'autre part, ses actions (les paysages, les fontaines-abreuvoirs, les cabanons etc.) sont financées par les politiques locales et régionales. Il en résulte un renouvellement et un élargissement des liens des communautés d'origine pastorale avec leurs lieux d'appartenance au travers de leurs interventions bien plus tangibles qu'auparavant.

### **III – Diaspora pastorale et développement territorial**

#### **1. La diaspora comme une ressource multiple et multidimensionnelle**

La diaspora peut être considérée en tant qu'acteur et ressource à la fois comme une des principales composantes des processus de territorialisation qu'on observe à l'intérieur des espaces pastoraux. Ce monde associatif, représentant un capital organisationnel important, devient, par ses valeurs, ses actions et sa vision, le principal acteur dans la maîtrise du processus de valorisation des ressources territoriales. De plus, par sa présence et ses interventions, il devient aussi une ressource cognitive puisqu'elle informe, transfère des idées et révèle à la communauté locale les qualités des ressources latentes et même de leur territoire. Il peut faciliter l'insertion des acteurs économiques de son territoire d'origine dans ses propres champs d'activités. Ce faisant, il peut faire du territoire un noeud de réseaux à finalités économiques qui s'établissent peu à peu entre les entrepreneurs du territoire et ceux de la diaspora. En réalité, la diaspora élargit l'espace commun abstrait qu'elle construit avec les acteurs locaux (Goussios, 2007).

Cette double appartenance active de la diaspora, aux espaces urbain et rural, favorise sa mobilité et la multiplicité de ses rôles. Porteuse de valeurs socioculturelles, considérant ses régions historiques comme son espace vécu, elle fait partie des inputs situés en amont des produits et des actifs génériques, tout en devenant leur identificateur et leur révélateur. Par conséquent, la diaspora est à la fois agent économique comme consommateur de biens et de services, révélateur des ressources génériques, latentes et même virtuelles et, enfin, acteur potentiel de leur valorisation. Elle peut donc intervenir efficacement dans la mobilisation et la spécification des ressources ainsi que dans l'organisation et la coordination des acteurs locaux. Enfin, par ses attaches avec l'espace urbain elle devient promotrice, voire ambassadrice des produits et des services du territoire auprès de son milieu socioprofessionnel, dans la ville où elle réside.

La diaspora constitue ainsi un acteur par excellence dans la réintégration des zones pastorales et l'adoption du nouveau modèle de développement basé sur la qualité, la spécification et la rente territoriale (Campagne 2009). Ses ancrages renforcés et diversifiés, son mode d'intervention et sa façon de pénétrer l'espace d'origine, notamment lorsqu'elle réussit à transformer ses liens socioculturels en liens économiques, nous permettant alors de la qualifier de diaspora inscrite dans un processus de « reterritorialisation ». Son capital associatif et les territorialités produites par elle-même peuvent s'intégrer alors dans un mouvement de construction territoriale et revêtir même une dimension politique, dont les limites physiques peuvent correspondre à celles de leur petite région d'origine.

## **2. Vers la construction territoriale dans les zones d'origine**

L'approche de la diaspora pastorale que nous venons d'entreprendre nous amène à nous interroger sur son rôle dans la construction des territoires au sein des zones difficiles, au-delà de son retour à la fois dynamique et visionnaire sur ses lieux d'origine (Campagne, 2009). Théoriquement, si on reste dans une lecture stricte de la notion de territoire définie comme un ensemble de relations entre une population et un espace, la place et le rôle de la diaspora pose problème : c'est une population qui ne vit qu'en partie dans son lieu d'origine et dont le développement économique ne dépend que de son lieu de résidence. Malgré cela, on peut nuancer cette rigidité de la notion si on tient compte du fait que le lieu d'origine s'intègre de plus en plus dans l'espace vécu des originaires, ceci étant facilité par le progrès des transports et des télécommunications. Pour les familles d'origine pastorale, leurs liens avec leurs régions d'appartenance, depuis leur exode, ont toujours joué un rôle dans leurs rapports sociaux (Di Meo 1994). Aujourd'hui, pour cette diaspora, la construction de ses liens sociaux dépend de plus en plus, du renforcement de ses ancrages et donc du lien au lieu d'origine qu'elle édifie elle-même.

Mais ce rapport entre territoire et diaspora est renforcé tant par l'œuvre de celle-ci (organisation, activités) que par l'articulation étroite entre patrimoine, territoire et diaspora. Le monde pastoral, par ses ancrages patrimoniaux dans l'espace, constitue, avec l'histoire, une des dimensions du territoire. En effet, les dynamiques de territorialisation récemment observées (Goussios, 1997) dans l'espace rural mettent en évidence entre autres les liens intimes entre patrimoine et territoire (Landel, 2009). Or, si la double nature matérielle et idéelle du patrimoine et du territoire offre, selon Di Meo (1994), de fortes correspondances, la diaspora d'origine pastorale y est directement impliquée en tant que citoyen (dimension idéelle) et en tant qu'acteur (dimension matérielle), par ses attaches profondes et durables avec son patrimoine et son espace d'origine.

Dans ce même rapport territoire/diaspora, l'« investissement » spatio-socio-culturel que la diaspora réalise depuis son exode prend une autre dimension dans le cadre du développement territorial puisque le social, le culturel et le patrimoine deviennent facteurs décisifs. Autrement dit, cet investissement acquiert de la valeur puisque la spécification recherchée du territoire repose en grande partie sur son histoire et sur sa culture. Or, ceux-ci étant les domaines avec lesquels la diaspora a conservé et même développé des liens forts en tant que descendant du monde pastoral, elle devient l'opérateur par excellence de la spécification du territoire. Plus précisément, elle peut entreprendre efficacement l'intégration des construits matériels et immatériels du monde pastoral au processus de spécification des ressources territoriales et surtout à celui du territoire lui-

même. Ces construits peuvent contribuer fortement, par leurs qualités matérielles et idéelles, à la création d'une compétitivité différentielle et d'une rente territoriale (Campagne, 2009).

C'est donc sur la base de ces correspondances entre patrimoine et territoire que la diaspora acquiert par ses liens et son haut degré d'organisation une position avantageuse, par rapport aux entrepreneurs extérieurs, dans la mobilisation des ressources territoriales.

Une autre caractéristique du rapport étroit et avantageux de la diaspora avec son territoire vient du fait que ses membres ont réussi, au cours de leurs efforts d'ascension sociale et de croissance économique qu'ils ont poursuivis en ville, à intégrer les valeurs socio-culturelles dans leur mode de vie. Contrairement à d'autres groupements de population urbains, la Diaspora a maintenu ses rapports aussi bien avec son territoire d'appartenance et le cercle de sa famille élargie qu'avec sa profession. Ayant investi dans le social et le culturel, elle se trouve aujourd'hui la mieux placée pour intervenir comme acteur dans le cadre du développement territorial. Cela constitue également un avantage par rapport aux populations de plaine qui se sont lancées dans un processus d'intégration avec beaucoup moins de résistance au mode de vie urbain. C'est ce dont les politiques doivent tenir compte pour se spécifier et pouvoir éviter ainsi la concurrence interterritoriale à l'intérieur de l'espace rural et régional.

Le rôle de la diaspora dans le processus de développement territorial devient donc décisif, à partir du moment où elle peut assurer le lien entre les dynamiques de développement et les caractéristiques multiples des territoires (Bruno, 2006). Or, pour ce faire, la diaspora est soutenue par ses propres structures organisationnelles mais aussi par les nouvelles structures de développement et formes de partenariat dont les territoires ruraux disposent d'ores et déjà. Représentant donc aujourd'hui un capital organisationnel important pour ces territoires de montagne désertifiés, ce monde devient le principal interlocuteur des collectivités territoriales et des services d'appui dans les procédures de concertation et d'élaboration de projets de développement territorial et de plans d'aménagement. Les zones pastorales, qui souffraient du manque de ressources humaines et d'acteurs suite à un long processus d'exode, disposent dorénavant d'un capital social et de ressources humaines mobilisés et opérationnels pour entreprendre leur développement dans des conditions propices.

Par conséquent, et compte tenu de la faible densité de peuplement des zones pastorales, il apparaît difficile qu'un processus de territorialisation considéré ici comme une construction sociale, puisse émerger sans la participation active de la diaspora. D'ailleurs, si son rôle apparaît aujourd'hui opérationnellement efficace, c'est parce qu'elle a réussi à proposer par son œuvre une réponse bien équilibrée au vieux débat entre le respect de la tradition et la recherche de modernité. Comme l'écrit bien Bruno Jean, « sans choisir entre l'un ou l'autre, elle a respecté les traditions en les perpétuant mais tout en étant capable d'innovation car ce sont les innovations techniques, sociales et institutionnelles qui assurent l'avenir » (Bruno, 2006)

En définitive, la Diaspora pastorale, par son organisation, sa cohésion, ses investissements partagés entre la tradition et la modernité que lui a permis sa double appartenance et du fait d'un contexte favorable à son intégration aux politiques territorialisées, semble se permettre de poursuivre la construction d'un propre modèle spécifique de développement à l'intérieur des espaces pastoraux. La diaspora est déjà prise dans un processus d'apprentissage social du développement qui semble favoriser la créativité en même temps que la responsabilité et la solidarité (Bruno, 2006). Il s'agit en réalité d'une démarche interne qui s'appuie sur le fait que la diaspora associe l'objectif du maintien de sa propre cohésion socio-culturelle à l'existence et au développement de son territoire d'origine. Ce qui explique les raisons pour lesquelles elle opte pour un développement territorial de « communauté ». Pour ce faire, en ayant densifié institutionnellement son territoire par sa présence active, elle intervient dans la capacité organisationnelle, le renforcement ou la formation d'une identité individuelle et collective, par référence à un territoire nommé sur la base d'un volontarisme et d'une vision (Bruno 2006). Mais la poursuite de l'objectif de mise en œuvre d'un développement communautaire présuppose que celui-ci conserve son caractère solidaire. Or, la diaspora peut contribuer, par son poids socio-économique, à un partage consensuel des ressources et de leurs usages entre les différents groupes de la société pastorale qui vivent au sein du territoire. Un tel consensus, pour être

mutuellement accepté, doit être atteint au travers d'un projet que la diaspora peut établir en coopération avec les acteurs locaux et en concertation avec les services compétents. Dans un tel projet, il faudra que le système pastoral trouve aussi sa place.

## IV – L'avenir des zones pastorales

Le mouvement de reterritorialisation de la diaspora pastorale, que nous venons d'observer, semble puiser sa force de la rencontre entre deux dynamiques qui touchent de près les zones pastorales. L'une d'elle est interne et s'appuie sur les liens de cette diaspora avec ses lieux d'origine et son patrimoine. L'autre est externe et provient du nouveau contexte déterminé par les politiques rurales, les structures de développement, les progrès dans les télécommunications et les transports, mais également par la recherche d'un meilleur équilibre entre espace rural et espace urbain.

Cette rencontre ne saurait être pour autant spécifique s'il n'y avait pas une forte correspondance entre patrimoine, territoire et diaspora. C'est ce que révèle le cas grec. La diaspora ayant toujours associé sa cohésion et son intervention à la nature matérielle et idéelle de son patrimoine et de son territoire d'appartenance, elle se trouve au cœur du nouveau lien patrimoine-territoire. Elle est bien placée pour devenir l'opérateur-clé d'un mouvement de territorialisation dans lequel le patrimoine pastoral est à la fois produit et marque de territoire, puisqu'elle est en mesure de proposer une voie intermédiaire entre la muséification de ce patrimoine et son oubli (Réseau, 2007).

Face à ces dynamiques et mutations qui touchent l'ensemble des composantes de l'espace et du monde pastoral, l'avenir de celui-ci est lié en grande partie au projet plus global de sa Diaspora et notamment à la dimension solidaire de ce projet. Une telle solidarité, pour exister, doit éviter les conflits concernant notamment les usages du sol. Mais la multifonctionnalité de l'espace rural, source d'éventuels conflits, apparaît surtout comme une nouvelle opportunité que la diaspora met en avant avec persistance. Un tel espace multifonctionnel offre des conditions favorables (retour de population, intérêt des consommateurs pour ses produits de qualité, soutien par les politiques) au développement de l'activité pastorale (reprise de l'activité, produits spécifiés, etc.). Le monde pastoral, après avoir été placé aux antipodes d'une modernisation représentée et par l'agriculture intensive des plaines et par la ville, voit en effet ses activités et ses construits prendre de la valeur, s'intégrer dans de nouvelles fonctions et s'ouvrir sur une perspective favorable.

Au cœur de ces transformations, la diaspora constitue donc le groupement de population le plus attaché et le plus solidaire au monde pastoral. Mais c'est dans le cadre des relations étroites qu'elle entretient avec ce monde, qu'elle entreprend la réorganisation de sa vie entre l'espace urbain et rural en valorisant ses acquis liés à son ancien mode de vie nomade. On voit donc de mieux en mieux l'émergence, dans ces zones les plus marginalisées, de nouvelles formes à la fois d'occupation de l'espace et de ruralité.

L'intervention de la diaspora dans son espace d'origine offre un bon exemple des nouvelles territorialités qui voient le jour dans le cadre notamment de la recomposition des rapports urbains-ruraux. Il est intéressant, en suivant ce mouvement ascendant, de déceler le début d'un processus d'apparition d'un nouveau type de village de montagne : celui d'un habitat organisé pour répondre aux besoins d'une société urbaine d'origine pastorale. C'est un espace de vie complémentaire de celui de la ville, lieu de reproduction des liens socio-culturels, espace de gestion et de mise en valeur de ses ressources. Ce phénomène semble pouvoir répondre à la grande question que posent les politiques d'aménagement rural sur le devenir de ce patrimoine d'habitat montagnard, tout en révélant de nouvelles questions sur l'aspect institutionnel de la multi-appartenance et de la citoyenneté territoriale.

En définitive, ce texte ne fait qu'appréhender un fait réel : la diaspora organisée et visionnaire constitue une des principales composantes du processus d'émergence des territoires dans les zones pastorales grecques. Dans ce processus, la valorisation du patrimoine pastoral et son insertion sur le marché sont un véritable défi pour la diaspora (Choay, 2009). Cela touche le cœur de son existence et de sa cohésion. Bien entendu, cela comporte certains risques, comme dans



tout mouvement sociétal innovateur, notamment celui de conduire à une folklorisation de ses lieux d'origine, voire à leur transformation en des « annexes » des pôles urbains. Ce qui nous intéresse toutefois, c'est que nous sommes face à un nouveau processus de développement -visible par ailleurs au niveau mondial- au sein duquel le social et le culturel deviennent des facteurs décisifs. Or, l'exemple de la mobilisation de la diaspora pastorale grecque n'est qu'un paradigme de cette nouvelle rencontre entre le culturel et le marché, dans le cadre d'un développement territorial et de qualité.

## Références

- Babelon J.-P., Chastel A. (1995).** La notion de patrimoine. In : Levy L. (éd.). *Patrimoine naturel, patrimoine culturel*. Paris : La documentation française.
- Béhar D., Estèbe P. (1999).** L'État peut-il avoir un projet pour le territoire ? *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°82, 160 p.
- Bruneau M. (2004).** *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris : Economica/Anthropos.
- Bruno J. (2006).** Le développement territorial un nouveau regard sur les régions du Québec. *Recherches sociographiques*, vol. 47, n°3, p. 465-474.
- Campagne P., Pecqueur B. (2009).** Zones difficiles, territoires de développement. Colloque international : Sociétés de transition et développement local en zones difficiles « delzod », Institut des Régions Arides, Médenine (Tunisie), 22-24 avril 2009.
- Chassany J.P. (ed.). (2007).** *Les paysages culturels de l'agro-pastoralisme méditerranéen : réunion thématique d'experts, 20-21-22 septembre 2007, Meyrueis, Lozère*. 224 p. [consulté en avril 2010]. <http://whc.unesco.org/uploads/events/documents/event-489-4.pdf>.
- Choay F. (2009).** Patrimoine et mondialisation. Conférence donnée à l'amphithéâtre Jabr Ibn Hayane de l'Université Cadi Ayad de Marrakech à l'invitation du Centre Jacques BERQUE et avec le concours de l'université Cadi Ayad de Marrakech.
- Di Meo G. (1994).** Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle. *Espaces et Sociétés*, n°78, p. 15-34.
- Goussios D., Vallerand F., Faraslis J. (2004).** Methods and technological tools for the participative interventions in the collective management practices of pasturelands on Mediterranean mountains: case study in Anavra, Greece. In Georgoudis A., Rosati A., Mosconi C. (eds). *Animal Production and Natural Resources Utilisation in Mediterranean Mountain Areas*. Wageningen Academic, p. 473-480. (EAAP Scientific series ; n. 15).
- Goussios D. (1997).** Le succès d'une communauté d'éleveurs du massif du Pinde. In Roux B., Guerraoui D. (eds). *Les zones défavorisées méditerranéennes*. Paris : L'Harmattan.
- Goussios D. (2007).** Développement rural dans la petite région de Mouzaki en Thessalie Occidentale (Grèce) : du territoire identitaire au territoire réseau. In Chassany J.P., Pellissier J.P. (eds). *Politiques de développement durable en Méditerranée (politique de voisinage de l'U.E.)*. Montpellier : CIHEAM-IAM. (Options Méditerranéennes, Série A. ; n. 71).
- Gravari-Barbas M. (1999).** Le sang et le sol : le patrimoine, facteur d'appartenance à un territoire urbain. In Bonnemaison J. et al. (eds). *Le territoire lien ou frontière*. Paris : L'Harmattan.
- Landel P.A., Senil N. (2009).** Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement. *Développement durable & territoires*. [consulté en avril 2010]. <http://developpementdurable.revues.org/index7563.html>
- Lardon S., Maurel P., Piveteau V. (2001).** *Représentations spatiales et développement territorial*. Paris : Hermès.
- Requier-Desjardins D. 2009.** Territoires-identités-patrimoine : une approche économique ? *Développement durable & territoires*. [consulté en avril 2010]. <http://developpementdurable.revues.org/index7852.html>.
- Sivignon M. (ed.). (1975).** *La Thessalie*. Athènes : Fondation culturelle de la Banque Agricole.
- Sivignon M. et al. (dir.). (2003).** *Atlas de la Grèce*. Paris : la Documentation française, Montpellier : CNRS-GDR Libergéo. (Dynamiques du territoire ; n. 20).

**Vivien F.D. (2005).** Le patrimoine naturel : un ouvrir d'analyse économiques et de politiques potentielles dans le domaine de l'environnement. In Barrière C. et al. (dir.). *Réinventer le patrimoine : de la culture à l'économie une nouvelle pensée du patrimoine*. Paris : L'Harmattan.

## Notes

<sup>1</sup> Professeur, directeur du Laboratoire Espace rural et Master franco-hellénique DYNTAR. [Goussios@uth.gr](mailto:Goussios@uth.gr)

<sup>2</sup> Cette ouverture des sociétés pastorales vers le monde extérieur s'explique historiquement par : les déplacements de grande distance entre lieux d'hivernage et d'estive, le travail saisonnier dans les plaines et la tradition de l'émigration.

<sup>3</sup> La diaspora nationale grecque, traditionnellement s'appuie quant à son organisation sur deux types de structures : les unes décentralisées héritées du long passé de l'hellénisme (communautés et église orthodoxes), les autres centralisées, modernes et de type occidental (Etats grec et chypriote). On estime qu'elle représente environ 8 millions de membres soit 63% de la population résidant en Grèce. Quant à leur organisation, elle prend la forme d'associations au 1<sup>er</sup> degré, fraternités, fédérations au 2<sup>ème</sup> et au 3<sup>ème</sup> degré (Sivignon, 2005).

<sup>4</sup> Les plus grands centres de transport en Grèce sont aujourd'hui les villes situées entre les zones d'hivernage et d'estive des troupeaux pastoraux comme par exemple Trikala située entre la grande plaine de Thessalie et les estives de la Macédoine de l'Ouest et de l'Épire.

<sup>5</sup> Voir les articles dans les journaux des communautés et le contenu des discours prononcés par les représentants des associations lors des grands rassemblements.

<sup>6</sup> Dans le passé les meilleurs élèves ainsi que les plus pauvres parmi ces enfants devaient par la suite émigrer, être pris en charge par la communauté d'émigrés et intégrés dans leurs entreprises

<sup>7</sup> Intervention d'Armand Fremont à l'Université d'été de Marciac, août 2008, France.

<sup>8</sup> Ceci a fonctionné aussi comme un pont pour l'insertion de plusieurs associations dans le système politique de clientélisme et la participation des originaires aux élections nationales et locales dans la circonscription électorale de leur région d'origine.

<sup>8</sup> Le programme Leader (Liaison entre actions de développement de l'économie rurale) est une initiative de l'Union Européenne pour soutenir les de développement rural lancés au niveau local afin de revitaliser les zones rurale et de créer des emplois. Les projets Leader sont gérés par des Groupes d'action locale (Gal). Cette initiative peut être considérée comme la plus importante dans le soutien des mouvements de territorialisation dans les zones rurales – notamment les plus difficiles.

